



**Programme transitionnel
de démobilisation et réintégration**



**Département des opérations de maintien de la paix
des Nations Unies
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées
de la sécurité
Section du désarmement, de la démobilisation
et de la réintégration**

Compte-rendu d'atelier

“Le renforcement des programmes nationaux de DDR”

Addis Abeba: 14 -15 septembre 2011



Table des matières

I.	Contexte du déroulement de l'atelier	3
II.	Objectifs	3
III.	Contexte actuel	3
IV.	Pourquoi l'appropriation nationale est-elle nécessaire à la réussite du DDR ?	4
V.	Définition de l'appropriation nationale : une démarche liée au contexte	5
VI.	Des partenariats mutuellement responsables	6
VII.	Recommandations	6
VIII.	Conclusion	7
IX.	Étapes suivantes	8
	Annexe 1 : Programme	9
	Annexe 2 : Liste des participants	12
	Annexe 3 : Commentaires et évaluation des participants	14



Remerciements aux participants

Les organisateurs de l'atelier tiennent à remercier les participants pour l'étendue et la richesse des expériences qu'ils ont partagées. Les décideurs et praticiens des politiques nationales de DDR, dont les responsables actuels et passés des commissions de DDR, ainsi que les représentants nationaux de la société civile, ont apporté des perspectives intéressantes. En outre, la participation active de l'Union africaine a été déterminante pour saisir non seulement les dynamiques régionales de l'appropriation nationale du DDR en général, mais également pour souligner les défis spécifiques au contexte des programmes en Afrique. L'Union africaine a aussi détaillé l'objectif à long terme qu'elle s'est fixé afin de soutenir le DDR dans la région.

I. Contexte du déroulement de l'atelier

L'idée de l'appropriation nationale comme principe directeur des processus de consolidation de la paix, dont le DDR, a pris de l'importance au cours de la dernière décennie avec la reconnaissance que la consolidation de la paix et les efforts de développement imposés de l'extérieur produisent des résultats limités. L'appropriation nationale est une composante clé dans les déclarations sur l'efficacité de l'aide, (Monterrey, Paris, Accra) autant que dans les résolutions des Nations Unies. Cependant, le concept demeure flou lorsqu'il s'agit de son application pratique. Pour certains, "appropriation nationale" signifie "gestion nationale" des fonds et des programmes ; pour d'autres, il s'agit de la politique d'intendance du processus de DDR par le gouvernement d'accueil. De plus, la question de savoir comment favoriser l'appropriation "nationale" plutôt que "gouvernementale" demeure confuse.

Afin de combler ces lacunes, le Programme transitionnel de démobilisation et réintégration géré par la Banque mondiale (TDRP) et la Section du DDR du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (OROLSI) du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (DOMP) ont organisé un atelier afin d'explorer l'appropriation nationale du DDR à partir de la perspective nationale. L'atelier, qui s'est tenu les 14 et 15 septembre 2011 à Addis Abeba, en Ethiopie, a rassemblé un large éventail d'acteurs nationaux, dont des représentants de gouvernements et de la société civile, ainsi que des agents de terrain régionaux et internationaux de l'Union africaine (UA), du DOMP et du TDRP.

II. Objectifs

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants : tirer les enseignements des différentes conceptions, dynamiques et définitions de l'appropriation nationale du DDR à partir d'une perspective nationale ; produire des recommandations pour la réussite des programmes nationaux et partenariats de DDR.

III. Contexte actuel

Le DDR est un outil essentiel pour les pays sortant de conflits qui permet d'ouvrir la voie vers une paix et une sécurité durables. Les dix pays suivants, le Burundi, la Colombie, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo (RDC), l'Ethiopie, le Libéria, la République du Congo (RdC), la République du Soudan du Sud (RdSS), le Rwanda et la Sierra Leone, qui ont partagé leur expérience lors de l'atelier, ont élaboré des programmes de DDR, dont certains sont actuellement en cours, ciblant un total de 800 000 combattants, dépendants et autres catégories de bénéficiaires (voir la liste des participants en Annexe 2). Chaque pays a mis l'accent sur les aspects particuliers du processus de DDR sur son territoire, soulignant ainsi le caractère primordial du contexte au sein de tout processus de DDR.

Au Burundi, le respect des accords de paix a contribué à soutenir le programme de DDR. En RDC, plusieurs sortes de partenaires sont intervenues dans les questions financières, techniques et logistiques du DDR par l'implication d'organisations

régionales ou internationales ; la société civile a également joué un rôle dans le processus de réintégration. La Colombie et l’Ethiopie ont adopté une approche décentralisée des programmes de réintégration qui prend en compte la diversité des besoins des ex-combattants sur l’ensemble du territoire national. Au Rwanda, en Colombie et en Ethiopie, des ressources nationales importantes ont été consacrées au DDR. En Côte d’Ivoire et au Libéria, les citoyens ont aussi contribué financièrement au DDR. La RdC a fourni des contributions nationales en nature et la RdSS s’est engagée à fournir des ressources pour le DDR à venir. En Sierra Leone et en RDC, le programme de DDR a aidé à constituer un ensemble de capacités techniques avec les professionnels du pays.

La co-organisation de l’atelier par le DOMP et le TDRP reflète le renforcement des partenariats dans le DDR et les autres secteurs de la paix et de la sécurité, ainsi que la place centrale que les deux organisations accordent à l’appropriation nationale du DDR. Pour les Nations Unies, le DDR est un des éléments essentiels du dispositif de consolidation de la paix, et l’appropriation nationale, la pierre angulaire de ses efforts en matière de consolidation de la paix. Dans son rapport de 2009 sur la consolidation de la paix au lendemain d’un conflit (A/63/881-S/2009/304), le Secrétaire Général affirmait que : « c’est aux pays eux-mêmes qu’il appartient de relever le défi de la consolidation de la paix et d’en assumer la responsabilité ». Le TDRP/Banque mondiale voit plus largement les programmes de DDR comme des composantes *de facto* des efforts de la réforme du secteur de la sécurité, une partie du cadre général de la tâche de reconstruction post-conflit. Par là même, le soutien à la démobilisation et à la réintégration cherche à compléter et renforcer les efforts de la communauté internationale dans les domaines de la politique, de la sécurité et du relèvement économique. Cependant, toutes ces actions sont essentiellement dirigées au niveau politique et utilisent des instruments techniques d’action internationale tels que la diplomatie, l’action en matière de sécurité humanitaire et le développement. Leur succès dépend de l’appropriation de ces actions par le gouvernement d’accueil bénéficiaire.

IV. Pourquoi l’appropriation nationale est-elle nécessaire à la réussite du DDR ?

Les participants ont souligné le fait que l’appropriation du DDR par les parties prenantes nationales était nécessaire à la réussite du processus. Ils ont également remarqué que l’objectif final du DDR et des autres activités impliquées dans la consolidation de la paix, c’est-à-dire d’une paix et d’une sécurité durables, était la responsabilité des acteurs nationaux. La vision, les ressources, la détermination des priorités et les plans de DDR nationaux sont des aspects du processus que les acteurs nationaux doivent s’approprier. Dans un environnement de post-conflit, les parties prenantes nationales sont les mieux préparées à l’élaboration de solutions durables aux défis complexes sécuritaires, sociaux et culturels à la source même du conflit.

Plusieurs éléments peuvent néanmoins faire obstacle à l’appropriation nationale du DDR dans des conditions de post-conflit. Les gouvernements ont souvent des institutions déficientes, peut-être encore davantage affaiblies par le conflit. Les acteurs nationaux, qui peuvent être les représentants du gouvernement, l’armée et les agences nationales de sécurité, les factions en guerre, tout comme les membres de la société civile, ont des conceptions différentes de la façon de mettre en œuvre le DDR. En outre,

ce dernier est souvent perçu comme un processus imposé de l'extérieur. Si le conflit a clairement permis de dégager des « gagnants » et des « perdants », la perspective de ces derniers est probablement de considérer que le DDR est un moyen de démanteler leur groupe. La pression politique des acteurs régionaux et internationaux pour lancer un programme de DDR peut être très forte malgré l'absence d'une direction claire et d'un personnel national ayant les connaissances techniques nécessaires à la mise en œuvre de ce processus.

En dépit du manque de ressources, de capacité et d'une vision unie, souvent à déplorer dans des circonstances de post-conflit, les participants ont souligné le fait que l'appropriation nationale était un élément essentiel d'un DDR réussi. Les expériences passées ont montré que même avec des ressources conséquentes et une capacité technique internationale consacrées au processus de DDR, l'absence d'appropriation nationale représente un obstacle difficile à franchir. Sans un leadership national clair, il est peu probable que le processus de DDR parvienne à favoriser la sécurité et la stabilité, conditions nécessaires pour permettre le démarrage d'un développement à long terme.

V. Définition de l'appropriation nationale : une démarche liée au contexte

Lors de la discussion, trois niveaux d'appropriation ont été distingués : politique ou stratégique (comprenant le gouvernement) ; technique ou opérationnel (comprenant l'organisation nationale de mise en œuvre du DDR, c'est-à-dire la commission) ; et celui de l'ensemble de la population (dont, entre autres, la société civile, les chefs traditionnels et les associations de jeunes). L'appropriation a été décrite comme un « engagement à la transformation ». Pour les participants de la société civile en particulier, une approche multidimensionnelle doit inclure les parties prenantes partageant cet engagement et créer les conditions légitimes au sein de la stratégie et de la planification du DDR pour la contribution de tous les acteurs nationaux. L'Union africaine a exposé sa conception de l'appropriation nationale, qui comprend non seulement l'implication du gouvernement mais également celle des parties prenantes à tous les niveaux, dont la société civile, le secteur privé, les autorités traditionnelles et les représentants de la jeunesse, entre autres. Les participants ont remarqué que c'est bien l'interaction entre ces différents niveaux d'appropriation qui favorise l'« adhésion » nationale au processus de DDR.

Nombreux sont ceux qui ont observé que l'appropriation nationale était influencée par une série de facteurs dans chaque contexte, évoluait au fil du temps et ne pouvait donc être appréhendée de façon normative. Les participants à l'atelier ont cependant identifié des points communs dans une compréhension partagée de l'appropriation nationale du DDR :

A. Le leadership, l'engagement et un DDR fondé sur la demande

Au niveau politique, l'engagement des citoyens à mettre en œuvre le DDR est crucial. L'adhésion immédiate et la légitimité inhérentes à la volonté politique, à l'engagement et à la demande du DDR par la nation ne peuvent être imposées de l'extérieur.

B. Le renforcement des capacités

Les programmes de renforcement des capacités doivent d'abord reconnaître la capacité nationale et la soutenir. La participation nationale au processus de DDR peut servir à renforcer les capacités dans le leadership, la médiation et la gestion. Les processus de DDR devraient donc comprendre des mesures spécifiques de renforcement des capacités et impliquer un vaste ensemble d'acteurs à la fois du secteur privé et de la société civile.

C. La souveraineté

Dans les situations de post-conflit, les institutions de l'État se trouvent souvent affaiblies par le conflit et ont des lacunes de capacité. Cependant, lorsque l'État s'est engagé à mener un processus de DDR, la nation devrait y contribuer politiquement aussi bien que financièrement. L'allocation de ressources nationales au DDR peut participer à la capacité d'un gouvernement à mener efficacement ce processus et à exercer sa souveraineté.

D. L'inclusivité, la participation et la légitimité

Le DDR est multidimensionnel et implique tous les niveaux de la société que les ex-combattants réintègrent. Le dialogue continu et l'inclusivité sont des éléments clés pour le renforcement des capacités des institutions locales et nationales.

E. La confiance

Bien que difficile à définir, la confiance entre les acteurs nationaux, tout comme entre les partenaires régionaux, nationaux et internationaux, est une composante essentielle d'un processus de DDR réussi.

Cependant, en situation de post-conflit, il est peu probable que toutes les variantes de l'appropriation telles que présentées ici soient présentes dès le départ. Des mesures spécifiques, adaptées au contexte, doivent être prises pour parvenir à une appropriation totale. Les participants ont souligné le fait que l'appropriation nationale était elle-même un processus. Les éléments distingués ci-dessus sont des points de départ dans la conception des partenariats permettant de favoriser ce processus d'appropriation.

VI. Des partenariats mutuellement responsables

La plupart des participants ont indiqué que sans leadership, engagement et DDR orienté vers la demande, il sera difficile de forger des partenariats efficaces et mutuellement responsables avec la communauté internationale. Souvent, le leadership et l'engagement font cependant défaut, et les partenariats internationaux ou régionaux doivent donc être soigneusement calibrés. Les partenariats au niveau de la stratégie politique sont critiques ; ils peuvent contribuer à l'établissement rapide de liens entre le

DDR et les autres activités de consolidation de la paix. Le DDR ne devrait pas être considéré de façon isolée par rapport aux autres initiatives de consolidation de la paix, et les partenariats peuvent contribuer à favoriser une approche stratégique à long terme.

L'appropriation nationale du DDR se complique encore davantage par le fait qu'il nécessite un calendrier précis, souvent partie intégrante du processus de paix. Ceci peut entraîner une participation immédiate des partenaires aux activités de DDR. Simultanément, les partenariats devraient également inclure le renforcement des capacités afin d'encourager la capacité stratégique du pays à « s'approprier » le DDR. Un véritable transfert de compétences doit s'opérer, comme ce fut le cas dans de nombreux pays ayant participé au MDRP (Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration), afin que les commissions nationales de DDR parviennent à mener le DDR sans faire appel à une expertise internationale. Les participants ont souligné l'importance de la confiance dans un partenariat, aussi bien entre les acteurs nationaux qu'entre les partenaires internationaux et nationaux. Un engagement régulier entre partenaires au sein du processus de DDR peut faciliter la confiance.

VII. Recommandations

L'appropriation nationale du DDR

- Le processus de DDR devrait comprendre des mesures spécifiques de renforcement des capacités afin de consolider le leadership national et les compétences de gestion et de médiation, et impliquer un large ensemble d'acteurs, du gouvernement, comme du secteur privé et de la société civile.
- Les autorités nationales sont fortement encouragées à contribuer au processus de DDR par des ressources nationales, sous forme de fonds, de personnel ou de contribution en nature. Comme l'a fait remarquer un des participants en résumant la discussion : « Quand on ne contribue pas, on perd le contrôle. »
- Dans la planification des programmes de DDR, l'information sociale, contrairement à la connaissance légale et technique, doit être vue comme une ressource critique du développement de stratégies concernant la question du genre, plus particulièrement les besoins spécifiques des ex-combattantes.
- Une analyse des parties prenantes du DDR devrait être entreprise au début du processus afin de faciliter le dialogue et la négociation liés au DDR entre les acteurs nationaux, internationaux et les partenaires régionaux. Le dialogue et l'engagement ne devraient pas cesser au moment du règlement politique du conflit mais au contraire perdurer tout au long du processus de DDR.
- Les efforts de réintégration doivent être liés à des objectifs de développement à plus long terme aux niveaux politique et stratégique afin d'assurer la pérennité du processus.

- Il semble important de considérer des approches basées sur la décentralisation du pouvoir décisionnel dans la programmation de la réintégration, particulièrement lorsque les besoins des populations peuvent varier d'une zone à l'autre.
- Le calendrier de la planification et de la mise en œuvre du DDR doit être bien défini. Les aspects politiques du processus, tels que les accords de paix ou l'adhésion au processus des parties prenantes clés, ainsi que les éléments financiers et administratifs du programme doivent être, quant à eux, soigneusement calibrés.

Des partenariats efficaces

- La communauté internationale doit reconnaître la capacité nationale et apporter son soutien sans supplanter ni saper les initiatives et les compétences existantes.
- L'institutionnalisation du suivi, qui comprend les éléments conjoints de suivi et d'évaluation, doit être intégrée aux partenariats. Ceci contribuera à donner aux chefs de projets la possibilité de réorienter ou ajuster la mise en œuvre de tel ou tel projet le cas échéant.
- Les organisations internationales devraient tenter d'assurer la pérennité du personnel tout au long de la durée de vie d'un projet. Nombreux sont ceux qui ont parlé des fréquents changements d'équipes internationales comme d'un obstacle majeur à l'efficacité des partenariats, certains y faisant même référence en tant que phénomène de « tourisme du DDR ». Si le personnel doit changer, un effort concerté de transfert des connaissances entre les anciens et les nouveaux personnels est nécessaire, tout comme avec la commission et les partenaires concernés.
- Il est essentiel de définir clairement les rôles et les responsabilités de chacun dès le début, y compris dans le domaine de la gestion des ressources, de la mise en œuvre du programme et du renforcement des capacités. C'est le point de départ de partenariats mutuellement responsables.

VIII. Conclusion

Les participants ont souligné le fait que l'appropriation nationale du DDR était elle-même un processus. Elle évolue et peut être optimisée par des partenariats bien structurés pour lesquels le calendrier est un élément essentiel. La calibration des aspects politique, financier et administratif du DDR a été mentionnée comme un élément clé pour la promotion de l'appropriation nationale du DDR. Le partenariat ne doit pas être perçu comme un outil purement technique ; il est également nécessaire d'en comprendre les implications stratégiques et politiques. Une compréhension partagée de l'appropriation nationale du DDR continue à évoluer, et tous les participants ont fortement approuvé cet atelier comme un moyen de mutualiser cette compréhension et contribuer ainsi à des partenariats plus efficaces pour soutenir les processus nationaux de DDR.

IX. Étapes suivantes

Les participants ont fourni des évaluations écrites de l'atelier qui ont montré un haut degré de satisfaction quant à sa conception, sa structure et son déroulement. La qualité de la représentation et la franchise des échanges ont été particulièrement appréciées. Nombreux sont ceux qui ont suggéré une durée plus longue pour de tels événements afin de permettre des discussions et un partage des enseignements approfondis. Il a donc été recommandé d'élaborer plus largement sur la perspective acquise lors de cet atelier en se concentrant sur une région spécifique ou un thème précis. Les sujets avancés sont les suivants : la relation entre les ex-combattants démobilisés et les communautés d'accueil ; les scénarios des partenariats (MOU) ; l'élaboration des politiques et la médiation dans l'appropriation nationale du DDR ; et le rôle des partenaires bilatéraux et multilatéraux. Enfin, les participants suggèrent l'utilisation du cadre de l'atelier afin de proposer conseils et enseignements provenant des expériences variées aux représentants de pays qui en sont encore aux tout débuts de l'élaboration d'un programme de DDR ou susceptibles d'en nécessiter un à l'avenir.

Le DOMP travaillera à la préparation d'une note d'orientation rassemblant les recommandations et observations faites au cours de cet atelier à destination des praticiens de l'appropriation nationale du DDR.

Le TDRP tirera parti des enseignements de l'atelier pour informer à l'avenir toute aide technique aux commissions de DDR. La discussion se poursuit quant à la nécessité de continuer à travailler sur la relation causale entre partenariats efficaces et appropriation nationale.

FIN

Annexe 1 : Programme

Mercredi 14 septembre 2011			
Heure	Séance	Objectifs	Présidents et participants
8 h 30 – 9 h 00	Inscription	<ul style="list-style-type: none"> • Inscription des participants et distribution des kits de travail 	Équipe animatrice Elisabeth Maier
9 h 00 – 10 h 00	Remarques préliminaires	<ul style="list-style-type: none"> • Début du programme et cadre de l'atelier à partir des perspectives clés – Nations Unies, Union africaine, comités régionaux, pays • Présentation du programme et des participants en groupes • Accord sur les modes de déroulement de l'atelier 	Accueil officiel : Abderrahim Fraiji Présidente : Elizabeth Kissam Animatrice : Patricia Keays Participants : <ul style="list-style-type: none"> • Bureau de l'ONU auprès de l'Union africaine : Colin Stewart • Union africaine : Dr. Norman Mlambo • Pays : Francis Kai-Kai
10 h 00 – 11 h 15	Compréhension commune du concept d'appropriation nationale 1^{ère} partie : Définitions élémentaires	Partage des définitions élémentaires de l'appropriation nationale à partir des perspectives clés <ul style="list-style-type: none"> • Nations Unies <ul style="list-style-type: none"> - PNUD/BCPR - DOMP • Banque mondiale • National 	Président : Dr. Norman Mlambo Participants : <ul style="list-style-type: none"> • PNUD : Andrea Tamagnini • Nations Unies/ DOMP : Sergiusz Sidorowicz • Banque mondiale : Anton Baaré • Pays : Mulugeta Gebrehiwot Berhe
11 h 15 – 11 h 45	Pause café		

11 h 45 – 12 h 45	Compréhension commune du concept d'appropriation nationale <i>(suite)</i> 2^{ème} partie : Compréhension commune	Accord sur une compréhension commune du concept d'appropriation nationale pour le déroulement de l'atelier <i>Le point sur ce que les participants définissent comme priorités essentielles dans une conception commune de l'appropriation nationale</i>	Président : Anton Baaré
12 h 45 – 13 h 45	Déjeuner		
13 h 45 – 15 h 45	Bonnes pratiques et enseignements sur l'appropriation nationale et le DDR à partir des expériences passées des programmes de DDR <i>* panel et groupes de discussions en deux parties</i>	Identification des bonnes pratiques et des enseignements sur l'appropriation nationale et le DDR à partir des expériences passées des programmes de DDR grâce aux recommandations a) des présentations par pays b) des discussions de groupes	Président : Gregory Alex (Gromo) Participants 1^{ère} partie : <ul style="list-style-type: none"> • Colombie : Joshua Mitrotti • Burundi : Tabu Abdallah Manirakiza • Ethiopie : Mulugeta Gebrehiwot Berhe Participants 2^{ème} partie : <ul style="list-style-type: none"> • Libéria : Dr. Ruth G. Caesar • RdSS : William Deng Deng • Rép. du Congo : Michel Kounga
15 h 45 – 16 h 15	Pause café		
16 h 15 – 17 h 30	Des partenariats mutuellement responsables	Identification des éléments essentiels pour des partenariats mutuellement responsables à partir des produits de l'appropriation nationale émergeant de l'atelier, définition des priorités de la conception d'appropriation nationale issue des séances précédentes.	Présidence partagée : Patricia Keays, avec Aki Stavrou et Elizabeth Kissam
17 h 50 – 19 h 00	Réunion de l'équipe d'animation	Consolidation du résumé des points forts de la 1 ^{ère} journée en vue de la 2 ^e journée.	Équipe animatrice

Jeudi 15 septembre 2011

Heure	Séance	Objectifs	Présidents et participants
9 h 00 – 9 h 15	Résumé de la 1 ^{ère} journée	Émergence des points clés de la 1 ^{ère} journée à reprendre lors de la 2 ^{ème} journée	Animateur
9 h 15 – 11 h 00	Bonnes pratiques et enseignements des expériences de partenariats efficaces dans le DDR <i>* panel et groupes de discussions en deux parties</i>	Identification des bonnes pratiques et des enseignements à partir des expériences de <i>partenariats efficaces dans le DDR</i> , grâce aux recommandations a) des présentations par pays b) des discussions de groupes	Présidente : Veronica Bichetero Participants 1^{ère} partie : • Côte d’Ivoire : Général de Brigade Nicholas Kouakou • RDC : Prof. Grevisse Ditend Participants 2^{ème} partie : • Rwanda : Jean Sayinzoga • Sierra Leone : Francis Kai-Kai
11 h 00 – 11 h 15	Pause café		
11 h 15 – 12 h 45	Étapes suivantes, à partir des perspectives clés	Identification des étapes suivantes pour les principaux organisateurs de l’atelier 1. Union africaine 2. ONU 3. BM et libre intervention des participants désirant partager les étapes suivantes qu’ils ont définies, sur la base du volontariat	Président : Abderrahim Fraiji, BM Participants : Union africaine : Dr. Norman Mlambo ONU : Sergiusz Sidorowicz / Elizabeth Kissam BM : Anton Baaré
12 h 45 – 13 h 15	Clôture et évaluation	Clôture de l’atelier et collecte des commentaires et évaluations afin d’améliorer ce type de processus à l’avenir	Président : Abderrahim Fraiji, BM Processus d’évaluation : Patricia Keays
13 h 15 – 14 h 15	Déjeuner		

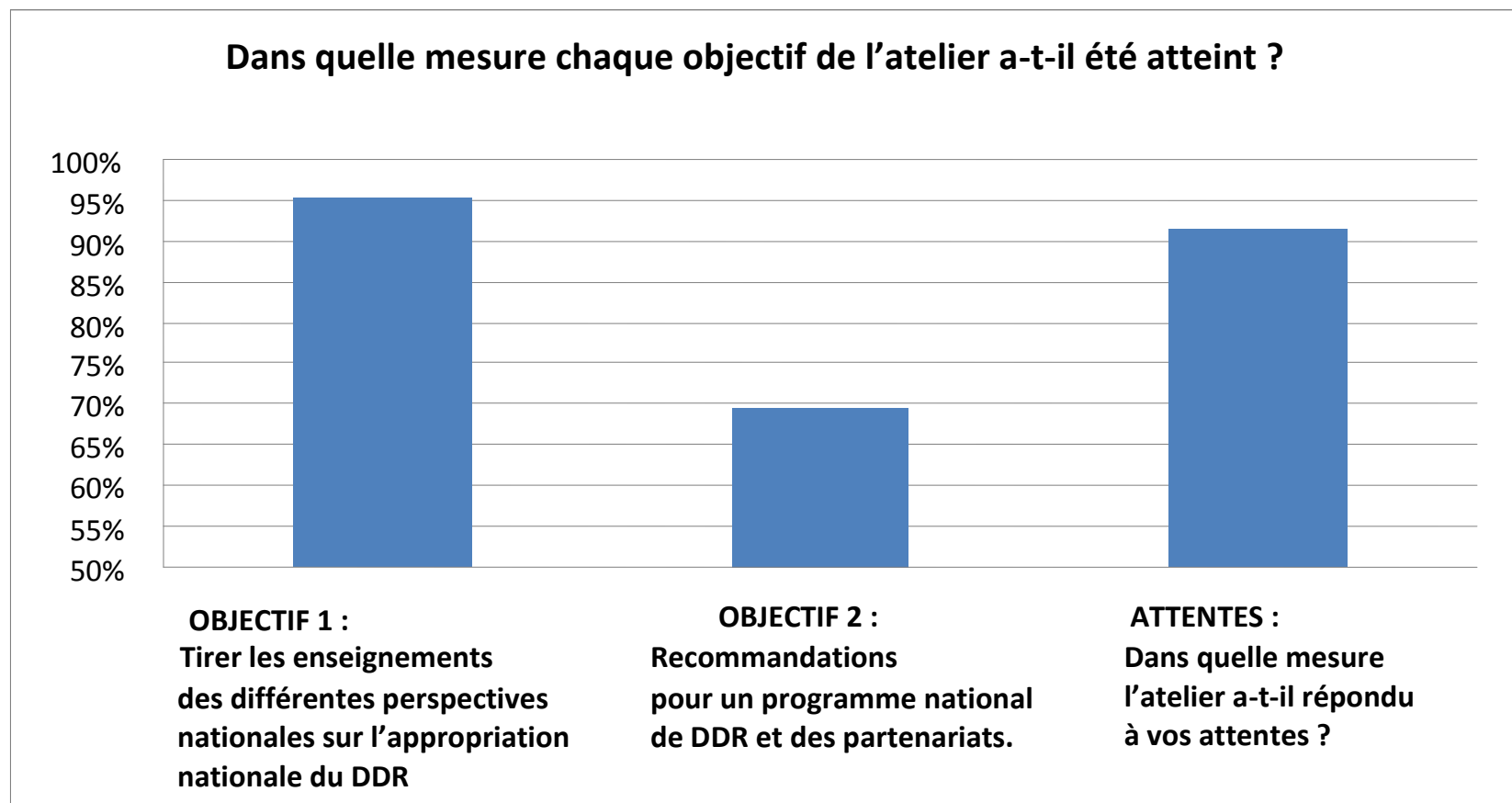
Annexe 2 : Liste des participants

	Nom de famille	Prénom	Titre ou fonction passée pertinente pour l'atelier
1	Alex	Gregory	Chef du DDR/RR, MONUSCO, République démocratique du Congo (RDC)
2	Are	Gani	Administrateur, PNUD, Ethiopie
3	Baare	Anton	Expert en DDR et conflit, consultant pour le Programme transitionnel de démobilisation et réintégration (TDRP)
4	Bichetero	Veronica	Experte technique dans le domaine du genre et du conflit, Ouganda
5	Caesar *	Ruth	Ancien commissaire adjoint du DDR, Libéria
6	Deng Deng *	William	Président de la commission de DDR, République du Sud-Soudan (RdSS)
7	Ditend *	Grevisse	Administrateur, Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (UEPNDDR), RDC
8	Elfadil	Yousif	Directeur des opérations, BM, Soudan
9	Fraiji	Abderrahim	Administrateur du TDRP, BM, Kenya
10	Gebrehiwot Berhe *	Mulugeta	Directrice, Institut d'études pour la paix et la sécurité, Université d'Addis-Abeba, Ethiopie
11	Imran	Lina	Assistante de recherches RSS/DDR, Union africaine (UA), Ethiopie
12	Kai-Kai *	Francis	Ancien directeur exécutif de la commission de DDR, Sierra Leone
13	Keays	Patricia	Animatrice, Consultante pour le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (DOMP)
14	Kembe-Maloba	Célestin	Chef de mission, UA, Ethiopie
15	Kissam	Elizabeth	Responsable de la politique et de la planification, section du DDR, Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (OROLSI), DOMP, ONU
16	Kizinga	Guezing	CARITAS, RDC
17	Kouakou Kouadio *	Nicolas	Officier militaire, chef de cabinet auprès du Premier Ministre et du Ministre de la défense, Côte d'Ivoire
18	Kounga *	Michel	Administrateur de la commission de DDR, République du Congo
19	Kumar	Jiten Krishan	Stratège militaire, Bureau de l'ONU auprès de l'Union africaine (UNOAU), Ethiopie
20	Maier	Elisabeth	Directeur des opérations, TDRP, BM, Kenya
21	Mancosu	Gianmarco	Ambassade d'Italie, Ethiopie
22	Marchiori	Thomas	Attaché adjoint à la Défense, Ambassade d'Italie, Ethiopie
23	Mbata	Evelyn	Directrice de l'information, UEPNDDR, RDC

24	Mitrotti *	Joshua	Directeur général, Bureau du Haut conseiller présidentiel à la réintégration (ACR), Colombie
25	Mjelva	Anders	Stagiaire, Ambassade de Norvège, Ethiopie
26	Mlambo	Norman	Point focal du RSS/DDR, Commission pour la paix et la sécurité, UA, Ethiopie
27	Mody	Berethe	Agent de la RSS, Bureau de l'ONU auprès de l'Union africaine (UNOAU), Ethiopie
28	Moustapha	Khaled	Mission des Nations Unies au Sud-Soudan (UNMISS), DDR, Soudan
29	Musoni	Francis	Ancien directeur des opérations, commission du DDR, Rwanda
30	Nzau/Muteta	Ginette	Directrice du département, réduction de la pauvreté & développement humain et social, Banque africaine de développement, Tunisie
31	Ojiambo Ochieng	Ruth	Directrice exécutive, Isis-WICCE, Ouganda
32	Ree	Rolf	Conseiller auprès du Ministre, Ambassade de Norvège, Ethiopie
33	Sandy	Jonathan	Directeur du Bureau de développement du secteur de la sécurité (SSDO) Bureau politique de l'ONU en Somalie, Nairobi
34	Sayinzoga *	Jean	Directeur de la Commission de DDR, Rwanda
35	Stavrou	Aki	Cadre expert technique dans le domaine du développement social, TDRP
36	Stewart	Colin	Directeur de cabinet, Bureau de l'ONU auprès de l'Union africaine (UNOAU), Ethiopie
37	Stivang	Nicholas	Secrétaire d'ambassade, Ambassade de Norvège, Ethiopie
38	Tabu Manirakiza *	Abdallah	Conseiller principal à la Présidence de la République chargé des Questions Economiques et Conseiller Spécial Délégué du Président de la République à la CNDRR, Burundi
39	Tafesse	Eleni	Assistant de programme, RSS/DDR, UA, Ethiopie
40	Tamagnini	Andrea	Ancien Directeur de la division de la réintégration, de la réinsertion et du redressement, MINUL

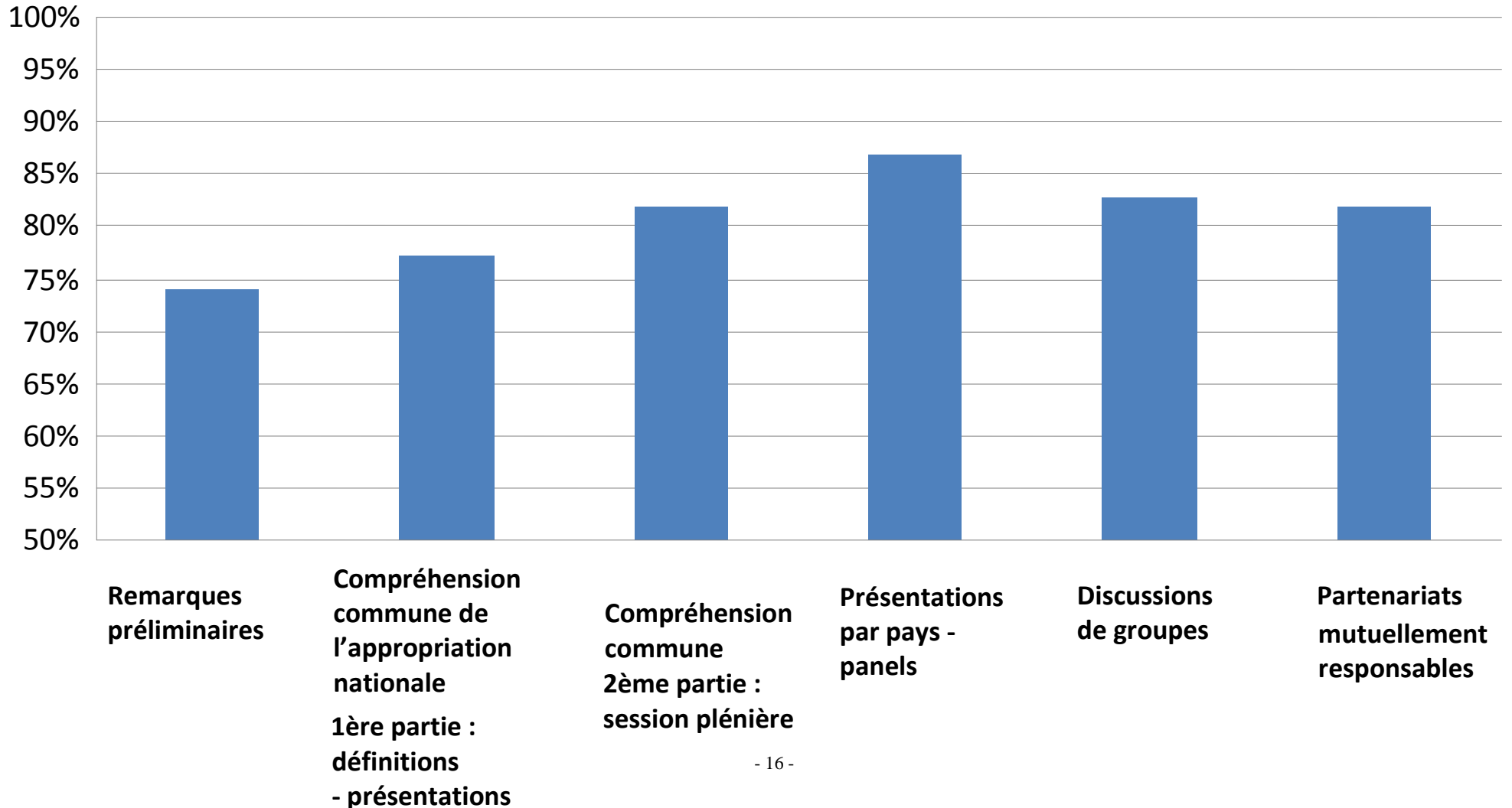
REMARQUE : * Intervenants

Annexe 3 : Commentaires et évaluation des participants



**Dans quelle mesure chaque séance a-t-elle contribué
à atteindre les objectifs de l'atelier ?**

1ère journée



**Dans quelle mesure chaque séance a-t-elle contribué
à atteindre les objectifs de l'atelier ?**

2ème journée

